Déclaration liminaire CTSD 1er degré

18 février 2021 -Sud Education

Monsieur le directeur académique des services de l'Education Nationale,

Commençons par citer l'une des dernières saillies du sinistre Blanquer :

« Garder les écoles ouvertes : c'est ma conviction profonde. (…) L'école est fondamentale, c'est bon pour nos enfants.(…) Ce n'est pas quelque chose de marginal, ce n'est pas une variable d'ajustement. »

Ces paroles pourraient paraître pleines de bon sens, mais c'est bien de cynisme dont il s'agit lorsque l'on apprend la suppression de 1800 de postes d'enseignants dans le second degré pour la rentrée 2021 alors que 28 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Dans notre département les élèves du premier degré ne seront pas épargnés.
En effet, le projet de carte scolaire annonce seulement 19 ouvertures de classe en monolingue et 10 en bilingue.
Quant aux suppressions de postes, Sud Education dénonce une liste sans fin, puisque 39 ½ classes fermeront l'année prochaine en monolingue dans le Morbihan, et 1 en bilingue. Un adjectif pour qualifier ce projet ? Saignant !

La raison avancée par l'administration est la baisse démographique.

Mais justement, cette baisse sans fermetures de classes aurait enfin permis d'améliorer les conditions de travail des enseignant.e.s, d'enseignement de tous les élèves et pas seulement des CP/CE1 de REP... On nous sert un discours qui met l'accent sur le suivi et la réussite de chaque élève et dans les faits, on réduit tout ce qui permettrait la mise en place de ces intentions… Or, les premières victimes de ces classes surchargées sont les élèves en difficulté.
Les RASED quant à eux ne sont plus pour la majorité des écoles qu'un nom sans réalité autre que les psychologues de l'Education Nationale, qui loin de pouvoir effectuer un travail de prévention ou de suivi sont cantonné.e.s à multiplier les bilans. Rappelez-nous, monsieur le directeur académique, combien de postes maitres et maitresses spécialisé.e.s, chargé.e.s des aides à dominante pédagogique et rééducative existent encore dans le département ?

De plus, nous ne pouvons que déplorer les fermetures de classes dans les petites écoles rurales qui n'ont pas l'étiquette REP mais où bien souvent les conditions sociales sont tout aussi difficiles... Les communes de moins de 5000 habitants n'auront eu que peu de répit, c'était finalement reculer pour mieux fermer des classes dans de petites écoles publiques.

Enfin, vous prévoyez la création de deux postes de brigades de remplacement !
Cela paraît bien dérisoire quand on sait à quel point le non-remplacement des enseignant.e.s absent.e.s est un problème récurrent.
Ce sont encore des journées de classe de perdues pour les élèves.
Sud Education demande à connaître l'état des lieux des remplacements dans le département avec une situation précise pour chaque circonscription, et la transparence sur le mode de calcul.

Sud Education déplore également le recrutement d'enseignant.e.s précaires pour pallier les absences lié.e.s à la pandémie. Non seulement ils sont en nombre insuffisant, mais ils et elles sont également sous-payés, non formé.e.s, jetés une fois utilisés. Encore une fois, nous demandons sans attendre la titularisation de ces collègues.

Par ailleurs, notre département présente deux caractéristiques : sa ruralité et le bilinguisme. L'un comme l'autre ont un « coût » en terme de postes.
Tant que le ministère se refusera à reconnaître ces deux spécificités en terme de dotation, ce sont les enfants scolarisés dans notre département qui seront pénalisés par des effectifs trop lourds.

Sud Education ne peut que refuser cette carte scolaire inique.